

JEAN DELLEMOTTE

HISTOIRE DES IDÉES ÉCONOMIQUES

— 2^e édition

- Les précurseurs
- Les économistes classiques
- La critique de l'économie politique
- Le marginalisme
- La révolution keynésienne

A
I
D
E
—
M
É
M
O
I
R
E

DUNOD

Éditorial : Guillaume Clapeau et Manon Housset

Couverture : Elizabeth Riba, studio Dunod

Fabrication : Cédric Mathieu

Mise en page : Belle Page

© Dunod, 2017, 2024 pour la présente édition

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-086873-5

Table des matières

Remerciements	1
Avant-propos	2
1 ■ Aristote ou l'économie subordonnée au politique	13
1 Aristote et son temps	14
2 L'homme et la cité – tripartition de la science de l'homme	15
3 La défense de la propriété privée	17
4 La bonne et la mauvaise chrématistique – la condamnation des activités commerciales	18
5 Usage propre et usage en échange	21
6 Justification de l'esclavage	22
7 Justice corrective, justice distributive et justice dans l'échange	24
2 ■ Thomas d'Aquin ou l'économie face à la morale et à la religion	25
1 Qui était Thomas d'Aquin?	26
2 Le cadre général de la pensée de Thomas d'Aquin	27
3 Justice distributive et justice commutative	29
4 La fraude commerciale et la question de la légitimité du commerce	31
5 Conclusion	39



3 ■ Thomas More vs. Nicolas Machiavel et l'essor du capitalisme au XVI^e siècle	41
1 L' <i>Utopie</i> de Thomas More	45
2 <i>Le Prince</i> de Nicolas Machiavel	52
4 ■ Thomas Hobbes vs. John Locke et l'essor de l'individualisme	59
1 Thomas Hobbes (1588-1679)	63
2 John Locke (1632-1704)	75
5 ■ La pensée économique préclassique : mercantilisme et physiocratie	87
1 Le système mercantile	88
2 La physiocratie	97
6 ■ L'économie politique classique et la constitution d'une discipline autonome	113
1 Une science de la richesse	115
2 Une science des rapports sociaux	116
3 Une science visant à déterminer les conditions de l'accumulation capitaliste	119
7 ■ L'économie sentimentale d'Adam Smith	123
1 Qui était Adam Smith?	124
2 La <i>Théorie des sentiments moraux</i> (1759)	125
3 De la sympathie à l'économie politique	130
4 La métaphore de la main invisible	132
5 Le libéralisme de Smith	136
6 Les causes de la richesse des nations	140
7 Valeur et répartition	152
8 Conclusion	158

8 ■ David Ricardo et la « science lugubre »	161
1 Introduction	161
2 La théorie ricardienne de la valeur	166
3 La théorie ricardienne de la répartition	180
4 La marche vers l'état stationnaire	192
9 ■ Karl Marx et la critique de l'économie politique	197
1 Introduction	197
2 Marchandise et valeur	207
3 Plus-value et exploitation	214
4 Formes de la plus-value et baisse tendancielle du taux de profit	226
5 Conclusion: le capital, rapport social	232
10 ■ Léon Walras et la révolution marginaliste	235
1 La rupture marginaliste	236
2 Éléments biographiques et grandes lignes du projet walrasien	239
3 L'économie sociale et la théorie de la propriété de Walras	245
4 L'économie pure et la théorie de l'échange de Walras	255
5 Postérité du modèle d'équilibre général walrasien: le modèle de concurrence parfaite Arrow-Debreu	269
6 Conclusion	274
11 ■ John Maynard Keynes ou l'économie contre la crise	277
1 Qui était John Maynard Keynes?	278
2 Le diagnostic keynésien	279
3 Les postulats de l'économie «classique»	282
4 La <i>Théorie Générale</i>	289
5 Les politiques économiques d'inspiration keynésienne	301
6 Stagflation des années 1970 et contre-révolution libérale	303



Glossaire	309
Bibliographie	319
Index des auteurs	323
Index thématique	325

Remerciements

Aux éditions Dunod, pour m'avoir laissé une entière liberté de contenu.

À mes collègues relecteurs, pour leurs conseils avisés : Laurie Bréban, Bernard Guerrien, André Lapidus, Nathalie Sigot (tous université Paris 1), Michael Assous (Lyon 2), Carlo Vercellone (Paris 8) et Christophe Depoortère (La Réunion). Toute erreur subsistant dans ces pages est évidemment de mon entière responsabilité.

Aux étudiants enfin, dont les questions stimulantes participent à la progression de l'enseignant, et auxquels cet ouvrage est d'abord destiné.

À la mémoire de Jérôme de Boyer des Roches (1954-2020) et de Francisco Vergara (1945-2023).

Avant-propos

Le savoir économique est à la fois neuf et ancien.

Ancien parce que l'on trouve, dès l'Antiquité, des traces écrites de réflexions sur la production, la circulation et la répartition des richesses chez des auteurs comme Xénophon, Platon ou Aristote. Réflexions qui seront prolongées et élargies, après une période de déclin alimentée par la doctrine augustinienne du désengagement, à de nouveaux domaines à l'ère médiévale, à la Renaissance, et au siècle des Lumières.

Neuf en raison de son autonomie tardive. L'économie, en tant que domaine de connaissance, est en effet issue de la philosophie politique et morale, et ne s'en est que tardivement émancipée, il y a à peine deux siècles. Ainsi, les écrits économiques d'Aristote ou de Thomas d'Aquin s'inscrivent dans une réflexion générale sur l'articulation des conduites individuelles au « bien commun », soumettant le discours et ses conclusions à des ordres de préoccupations prioritaires relatifs à la justice et à l'organisation de la cité, à la légitimité morale de telle activité (le commerce, l'usure, la production et la consommation somptuaires), ou tout simplement théologiques. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, lorsque les idées libérales et la philosophie individualiste prennent leur essor, l'économie est encore, en règle générale, considérée comme une branche de la philosophie politique et morale. L'œuvre protéiforme d'Adam Smith, le « père fondateur », est à ce titre caractéristique des antécédents et des ramifications de la discipline : pour cet auteur d'essais philosophiques traitant de thèmes aussi divers que la philosophie des sciences, les arts imitatifs ou l'origine du langage, l'économie ne constituait qu'une partie de l'enseignement de philosophie morale qu'il dispensait à l'université de Glasgow. Et ce n'est finalement qu'au début du ^{xix}^e siècle, notamment à la suite de la publication et la diffusion

des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de David Ricardo, que l'idée d'une science économique émancipée et autonome, dotée d'un objet d'étude – à défaut d'une méthode – propre, va définitivement s'imposer.

Pourquoi l'histoire des idées économiques reste essentielle et comment la pratiquer?

L'autonomie tardive de la discipline explique la nécessité d'en étudier et d'en interroger encore l'histoire. Un tel détour par le passé peut prendre plusieurs voies¹ :

- La voie de la contextualisation visant à délimiter la mesure dans laquelle des pratiques et des questionnements anciens ont pu être influencés par les débats, les événements et les circonstances propres à leur époque (**démarche extensive**) : ainsi le contexte particulier de l'organisation politique et économique de la démocratie athénienne permet d'éclairer le plaidoyer d'Aristote en faveur de l'esclavage ; celui de la Grande Dépression des années 1930 explique la volonté de rupture avec l'analyse économique dominante manifestée par Keynes dans sa *Théorie générale* ; ou bien les lois sur le blé votées par le Parlement britannique au début du XIX^e siècle ont pu motiver les débats sur la rente menés par les économistes de l'époque, dont on trouvera plus loin une illustration avec Ricardo.
- La voie consistant à partir de l'état présent du savoir afin de donner sens aux analyses passées (**démarche rétrospective**) : ainsi on trouvera dans l'analyse de la « fraude commerciale » menée par Thomas d'Aquin les prémices d'une problématisation des phénomènes modernes d'asymétrie d'information² ; la méthode « résolutive-compositive » revendiquée par Hobbes paraîtra préfigurer la démarche hypothético-déductive dont l'emploi s'est généralisé dans l'analyse économique de la seconde moitié du XX^e siècle ; la théorie de la rente différentielle de

1. Nous reprenons ici la catégorisation mise en évidence par Lapidus (1996).

2. Les termes de cet avant-propos suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire. Le lecteur est encouragé à s'y référer régulièrement dans sa lecture des chapitres suivants.

Ricardo semblera anticiper l'analyse à la marge des premiers auteurs néoclassiques et de la microéconomie contemporaine.

- La voie, enfin, plus rare et plus ardue, reposant sur le recours à des savoirs anciens pour éclairer et repenser le savoir présent (**démarche intensive**): ainsi l'économiste Piero Sraffa (1898-1983) prit appui sur une relecture originale de l'*Essai sur les profits* (1815) de Ricardo pour produire des énoncés nouveaux – qui ne seront pas évoqués dans ce manuel – dans son ouvrage *Production de marchandises par des marchandises* (1960).

Ce retour vers le passé, qu'il serve à éclairer le présent, à retrouver dans les écrits anciens des énoncés oubliés, ou s'articule simplement à un travail de mémoire, s'avère d'autant plus nécessaire aujourd'hui que la discipline économique traverse – tout comme nos sociétés – une période de remise en question et d'instabilité, dont on peut trouver les traces en France dans la polémique occasionnée il y a quelques années par la sortie de l'ouvrage de P. Cahuc et A. Zilberberg, *Le négationnisme économique* (2016, Flammarion) ou dans les appels récurrents au pluralisme portés par des collectifs tels que les Économistes atterrés³ et l'Association française d'économie politique⁴.

Une histoire qui invite à la modestie

Un premier constat frappant de ce détour par l'histoire est celui du lien étroit entre l'évolution de la réflexion économique et ce que nous appelons la modernité. Le mouvement séculaire par lequel le discours économique s'est progressivement autonomisé synthétise en effet la plupart des grandes translations symbolisant l'avènement de la pensée dite moderne: basculement d'une représentation holiste à une représentation individualiste des rapports sociaux; prédominance du conséquentialisme sur le déontologisme; participation active à la diffusion du machiavélisme aussi bien qu'au processus de désenchantement du monde théorisé par Max

3. <https://www.atterres.org/>

4. <https://assoeconomiepolitique.org/>

Weber ; prise de conscience et mise en avant du phénomène de la rareté ; et du point de vue de la méthode, essor de l'individualisme méthodologique en tant que paradigme explicatif dominant, couplé à un développement continu de la mathématisation et de la modélisation du « réel ».

Cette histoire invite ensuite à la modestie. L'économie n'y apparaît pas comme une « science cumulative » où le dernier arrivé s'enrichit des théories précédentes et les peaufine, mais plutôt comme un enchevêtrement de discours souvent contradictoires qui émergent et pour certains s'imposent au gré des contextes historiques, économiques, idéologiques dans lesquels ils sont formulés. Tant et si bien qu'il existe peu de « résultats », même de nos jours, faisant l'unanimité en matière d'économie. L'objet d'étude de la discipline présente lui-même un caractère mouvant : science de l'administration familiale chez Aristote, science de la richesse et des rapports sociaux chez les « classiques », théorie du choix individuel dans un contexte de rareté à partir de la révolution néoclassique. Sans parler des querelles de méthodes qui sont constitutives de son histoire : holisme *vs.* individualisme méthodologique, instrumentalisme *vs.* réalisme, démarche historique *vs.* démarche analytique, empirisme *vs.* déductivisme, etc.

Si le premier de ces constats témoigne de la jeunesse relative de la discipline, le second s'explique par son statut scientifique particulier.

Le statut scientifique particulier de la discipline

En dépit d'un prix « Nobel⁵ » attribué chaque année et d'un développement quasi ininterrompu de l'axiomatisation et de la formalisation mathématique depuis la fin du XIX^e siècle, le statut scientifique de la discipline prête toujours à discussion. Quoique de nombreux économistes revendiquent le statut et les méthodes des sciences exactes (comme les mathématiques) ou expérimentales (physique, chimie, biologie...), des problèmes d'ordre

5. En réalité le « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

épistémologique persistants rendent cette revendication, au minimum, discutable. Nous nous contenterons ici d'en signaler deux.

Le problème posé par l'expérimentation

À chaque phénomène économique ou presque, il est possible d'attribuer plusieurs causes, et chaque décision de politique économique suscite des débats contradictoires, même *a posteriori*, sur ses effets. C'est ainsi que les causes d'un phénomène aussi ancien que la crise de 1929 sont toujours discutées, ou que l'effet d'une hausse des dépenses publiques entraîne généralement des interprétations opposées. L'une des raisons majeures de ce défaut de consensus tient dans le fait qu'il est rarement possible, en économie, de réaliser des expériences répétées en laboratoire comme cela est possible en médecine, en chimie ou en physique. Les phénomènes de crise, d'inflation, de hausse du chômage ne sont pas isolables et ne peuvent évidemment être reproduits – c'est d'ailleurs fort heureux – en laboratoire, de la même manière que l'on fait rouler un mobile équipé d'un système de soufflerie sur une table plane pour vérifier le principe physique de l'inertie. Si l'on assiste depuis quelques décennies à un fort développement de l'économie expérimentale – essentiellement destinée à tester les « comportements » individuels en situation de choix – et à une incontestable sophistication des protocoles déployés, un paramètre inhérent à la discipline empêche de tirer des expériences menées des conclusions aussi solides que celles établies en chimie ou en physique. En matière d'économie, comme dans les sciences humaines et sociales en général, le sujet testé – un individu pensant – a en effet *conscience* de participer à une expérience, conscience qui peut se traduire, même de manière involontaire, par l'adoption de comportements ou de manières de réagir aux tests qui n'auraient pas forcément été les mêmes dans la vie réelle. Ce qui rend les résultats d'une expérience, aussi « contrôlée » soit-elle, difficilement généralisables.

L'expérience de la prison de Stanford (1971)

Plusieurs expériences de psychologie sociale réalisées dans les années 1950 à 1970 illustrent les difficultés posées par la généralisation, et même par l'interprétation, d'expériences en sciences comportementales menées sur des sujets conscients.

L'expérience de Stanford est l'une des plus célèbres et des plus controversées d'entre elles. En août 1971, le professeur Philip Zimbardo simule un environnement carcéral en reproduisant une « fausse prison » dans le sous-sol de l'université de Stanford. Les participants à l'épreuve, tous étudiants, recrutés par annonce et rémunérés quinze dollars par jour, sont répartis aléatoirement en deux groupes de taille égale : gardiens et prisonniers. Les gardiens sont dotés d'uniformes, de lunettes de soleil réfléchissantes et de matraques en bois. Ils travaillent en rotation et peuvent rentrer chez eux en dehors de leurs heures de « service ». Les prisonniers sont au contraire tenus de rester dans leur cellule pendant toute la durée de l'expérience (initialement prévue pour durer deux semaines), vêtus de blouses inconfortables, sans sous-vêtements, portent une chaîne aux chevilles et sont désignés par des numéros, de sorte à favoriser leur processus de déshumanisation.

Rapidement, l'expérience dérive et Zimbardo se trouve contraint d'y mettre un terme après six jours. Brimades, humiliations et comportements sadiques se sont en effet rapidement multipliés de la part des gardiens (certains d'entre eux effectuant même bénévolement des heures supplémentaires !). Tandis qu'inversement, dans le groupe des prisonniers se sont manifestés des cas de traumatismes émotionnels particulièrement préoccupants (eczéma psychosomatique, dépressions, etc.). Zimbardo en conclut que l'expérience, même avortée, tend à démontrer la prééminence de la situation (en l'occurrence, l'univers carcéral reconstitué) sur les prédispositions (puisque gardiens et prisonniers étaient répartis au hasard) dans l'adoption des comportements. Globalement, les gardiens se sont conformés à leur rôle de gardien, allant pour certains d'entre eux jusqu'à l'exercer de façon particulièrement zélée, et – ce qui peut paraître plus surprenant – les prisonniers ont très largement intériorisé leur rôle de prisonnier.

Les problèmes déontologiques posés par le protocole mis en œuvre par Zimbardo posent évidemment la question de sa reproductibilité et de la généralisation de ses conclusions. Au-delà, l'interprétation même des « résultats » de l'expérience fait débat. Les participants se sont-ils conformés au rôle qu'on leur avait attribué en raison de la « situation »,

c'est-à-dire de l'environnement carcéral reconstitué dans lequel ils avaient été placés, ou plus généralement en raison de **la conscience qu'ils avaient de participer à une expérience, et donc d'être observés et jugés par des expérimentateurs ?**

Une « sophistication » introduite en cours d'expérience par Zimbardo est particulièrement troublante. Le quatrième jour, celui-ci fait miroiter aux prisonniers l'éventualité d'une « libération conditionnelle » en échange de l'abandon intégral de leur paye, ce que la plupart d'entre eux acceptent. Lorsque cette « libération conditionnelle » leur fut finalement refusée, tous les prisonniers continuèrent l'expérience, alors qu'un abandon aurait produit exactement le même résultat que si elle avait été acceptée. Si l'hypothèse d'une intériorisation de leur rôle émise par Zimbardo ne peut être négligée, on est en droit de considérer que la conscience de participer à une expérience a pu exercer une influence non négligeable sur l'attitude des prisonniers et que cette dernière aurait été possiblement différente dans un véritable contexte carcéral.

Les biais comportementaux entraînés par la conscience de participer à une expérience – en particulier l'effet du « bon participant » où le sujet expérimenté tend à conformer son comportement aux attentes qu'il prête à l'observateur – ont été notamment mis en évidence par les travaux du psychologue Martin Orne (1927-2000).

Le problème de l'observateur participant

L'histoire des sciences montre que même les disciplines dites « dures » ou « expérimentales » ne sont pas à l'abri des *a priori* et des jugements de valeurs. Mais le problème est évidemment plus saillant dans les sciences humaines et sociales en raison d'une caractéristique spécifique, dite de « l'observateur participant ». Contrairement au mathématicien qui résout une équation, ou à l'astronome qui observe et cherche à expliquer les mouvements des planètes, l'économiste étudie un sujet, la société, dont il est lui-même partie prenante. À l'instar de l'historien ou du sociologue, il est membre de la société sur laquelle il produit un discours. Or comme tout citoyen, il n'est pas exempt de préjugés sur la nature de la société, et sur ce vers quoi elle doit tendre. Et ces *a priori* sont susceptibles d'avoir une influence non négligeable sur les conclusions auxquelles mène son analyse, d'autant plus si celle-ci débouche sur des prescriptions d'ordre *normatif* (« il faut », « il ne faut pas »). En

résumé, parce qu'en discutant sur la société l'économiste nous parle aussi un peu de lui, il est pour lui problématique, pour ne pas dire impossible, d'être parfaitement objectif. C'est pourquoi les « vérités » assénées – parfois de façon péremptoire – par les économistes doivent être envisagées avec un certain recul.

Mais ce statut particulier et le caractère intrinsèquement polémique des conclusions tirées de l'analyse économique, s'ils peuvent dérouter le lecteur naïf en quête de « vérité », participent de fait de la richesse de la discipline. C'est précisément l'existence de discours et de conclusions contradictoires relatifs à un même sujet (que nous aurons l'occasion d'illustrer abondamment) qui rend l'étude de l'analyse économique, de son histoire, passionnante et stimulante d'un point de vue intellectuel. Par ailleurs, l'histoire des sciences montre que, dans pratiquement tous les domaines, la controverse et le débat participent en eux-mêmes à la production de connaissances nouvelles, et à leur progrès : on citera pour s'en convaincre quelques exemples fameux, tels que les débats suscités par la publication de *L'origine des espèces* de Darwin, ceux entre partisans des hypothèses géocentrique et héliocentrique en matière d'astronomie, ou la controverse entre Einstein et Bohr à propos de la mécanique quantique. En résumé, la diversité des grilles d'analyse, des méthodes mises en œuvre, des conclusions tirées, doit être considérée comme une richesse, et l'histoire des idées et de la pensée économiques, parce qu'elle est fondamentalement l'histoire de ces confrontations, constitue naturellement le moyen le plus évident de se l'approprier.

Du choix des thèmes et des auteurs

Résumer l'évolution des grandes idées économiques sur une période couvrant plusieurs siècles en moins de trois cents pages implique nécessairement certains choix éditoriaux. L'auteur de ce livre étant lui-même un observateur-participant, ces choix présentent irrémédiablement une part de subjectivité, tant concernant les auteurs que les thèmes envisagés.

Quant aux auteurs, il nous a semblé important d'accorder un espace conséquent à certains penseurs « préclassiques », afin de souligner que la réflexion économique, si elle s'autonomise progressivement aux cours

des XVIII^e et XIX^e siècles, a bien entendu existé et considérablement évolué avant cette période charnière. D'où les sections consacrées à Aristote, Thomas d'Aquin, Thomas More (et dans une moindre mesure Machiavel), Thomas Hobbes et John Locke, qui ne furent pas à proprement parler des économistes, mais ont tous contribué à des degrés divers à l'édification du corps de connaissances tel qu'il est aujourd'hui constitué. Le lecteur attentif constatera d'ailleurs que certaines notions ou catégories anciennes issues de la philosophie politique et morale, telles que la distinction d'Aristote entre bonne et mauvaise chrématistique, ou celle de Thomas entre justice distributive et commutative, seront mobilisées plusieurs siècles plus tard par des économistes à part entière tels que Marx ou Walras. Le lecteur pressé ou pour quelque raison non concerné par cette période pourra éventuellement commencer sa lecture au chapitre 5.

Le choix des auteurs restants s'impose pratiquement de lui-même. Il existe un relatif consensus parmi les historiens de la pensée économique pour considérer que les cinq auteurs les plus marquants, car les plus influents, de l'histoire de la discipline sont, dans l'ordre chronologique, Smith, Ricardo, Marx, Walras (en raison de son analyse de l'équilibre général) et Keynes. Un chapitre spécifique leur est par conséquent consacré. Un chapitre inédit dédié au mercantilisme et à la physiocratie a enfin été ajouté à cette seconde édition.

Quant aux thèmes, on peut considérer que cet ouvrage mobilise deux fils conducteurs, correspondant respectivement à la période préclassique et celle qui lui succède. Le premier de ces fils insiste sur la façon dont la réflexion économique fut d'abord encadrée dans la philosophie ou la théologie, et sur sa très progressive – et relative – autonomisation. D'où les discussions sur la légitimité des activités commerciales (Aristote et Thomas), sur l'articulation des conduites individuelles à la poursuite du « bien commun » et plus généralement sur les rapports entre individu et société (*idem*), sur le caractère naturel ou acquis de la propriété privée (Hobbes et Locke), sur les rapports de priorité entre économie et politique (*idem*), etc.

Le second de ces fils, couvrant la période allant de Smith à Keynes, insiste quant à lui sur la problématique de la valeur et – plus encore – sur l'enjeu de la répartition. D'où la mise en valeur des débats qui ont opposé